

LA RENAISSANCE COMPLIQUÉE DE L'EUROPE

Quel que soit le nouveau système de sécurité mis en place en Europe, il sera loin d'être aussi ordonné que l'ancien. Mais est-ce bien nécessaire qu'il le soit ?

PAR CHRISTOPH BERTRAM

TOUT ARRIVE TOUJOURS EN MÊME TEMPS ! Pendant quarante ans, le cours de l'histoire semblait s'être arrêté dans l'empire soviétique et dans les relations Est-Ouest; et peu à peu, les Européens de l'Ouest, dont les Allemands, en étaient venus à s'accommoder d'une réalité qui paraissait vouloir durer. Maintenant les choses ont changé. C'est ainsi que de nouveaux points d'interrogation se sont substitués à de vieilles incertitudes.

Ce qui a été, pendant si longtemps, la base même du système de sécurité européen est en train de s'effriter : l'Europe de l'Est, qui n'est plus un glacis de sécurité pour l'Union soviétique, devient une vaste zone tampon entre la Russie et l'Europe occidentale. Les forces soviétiques, contre lesquelles l'OTAN a été créée, quittent leurs garnisons de Hongrie et de Tchécoslovaquie, et sont réduites en Pologne et en Allemagne de l'Est. La menace que l'OTAN a si bien réussi à repousser pendant tant d'années est en train de s'estomper, sinon de disparaître.

Que faut-il en conclure pour l'avenir ? En mars, les Allemands de l'Est ont voté pour un nouveau gouvernement dont le seul mandat est de négocier la réunification rapide des deux moitiés de leur pays. D'ici l'été, l'union économique et monétaire interallemande sera réalisée, et le deutschmark deviendra la seule monnaie du pays. Dans trois ou quatre ans (certains disent même avant), il n'y aura plus qu'un seul État allemand unifié, et non plus deux entités nationales distinctes.

L'Union soviétique n'est plus désormais la puissance dominante dans le centre de l'Europe. Et il semble qu'elle ne le redeviendra jamais plus. Bien entendu, personne ne peut prédire l'avenir du président Gorbatchev ni le sort de la réforme qu'il préconise. La tâche qu'il a entreprise, soit faire de l'Union soviétique un État moderne, capable de s'intégrer au système économique et politique international, est gigantesque, et les meneurs actuels de la réforme pourraient bien faire un faux pas, voire échouer dans leur effort. Mais même si le régime actuel devait être remplacé par un système plus traditionnel, les changements survenus en Europe de l'Est sont irréversibles.

La Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie n'accepteront pas un retour des troupes et de la tutelle soviétiques, pas plus que les Allemands de l'Est vont renoncer à leur unification avec l'Ouest. Si l'Union soviétique faisait la moindre tentative pour reconquérir par la force le terrain perdu, ce que l'Est et l'Ouest ont pris tant de

précautions à éviter depuis le début de l'ère nucléaire risquerait de se produire : un affrontement militaire direct, voire une escalade.

VOILÀ QUI EST CLAIR. MAIS CE SONT À PRÉSENT les incertitudes (et les risques) qui se manifestent. Comment intégrer l'Allemagne unifiée dans l'actuelle structure de sécurité en Europe ? Comment cette structure doit-elle évoluer, compte tenu de la quasi-désintégration du Pacte de Varsovie et de la nécessité, pour l'Alliance atlantique de s'adapter aux bouleversements en Europe ? Quelles menaces (si menaces il y a) reste-t-il qui justifient même le maintien d'alliances militaires ?

Nul n'a encore trouvé réponse à ces questions. Depuis un certain temps déjà, on reconnaît la nécessité de mettre en place de nouvelles structures de sécurité en Europe. Mais au moment où la révolution en Europe de l'Est a éclaté, aucune de ces structures n'avait encore été menée à terme. Il n'existe donc aucun véritable cadre à l'intérieur duquel on puisse intégrer l'Allemagne unie, les nouveaux États démocratiques d'Europe de l'Est ou les deux alliances.

La première question consiste, bien évidemment, à savoir si un tel cadre est même nécessaire. Les menaces militaires n'ont-elles pas disparu ? L'heure de la détente n'est-elle pas enfin venue ? Malheureusement, la perspective d'une Europe en paix et en harmonie n'est pas encore pour demain. Malgré les réductions des forces militaires déjà mises en oeuvre et celles que l'OTAN et le Pacte de Varsovie négocient actuellement à Vienne, avec de bonnes chances de réussite, l'Europe reste la région la plus militarisée du monde quant aux effectifs militaires et à la puissance de feu, et toutes les grandes puissances possèdent des armes nucléaires.

Il est vrai que la vieille menace telle que l'Ouest l'a longtemps crainte et qui, d'après ce que confirment des sources soviétiques, aurait bel et bien fait partie de la planification soviétique (à savoir, une attaque massive et rapide des forces du Pacte de Varsovie contre l'Occident) nous fait aujourd'hui l'impression d'une bande dessinée décolorée dans un vieux journal. Mais les risques de conflit subsistent, que ce soit les querelles ethniques en Union soviétique, en Europe de l'Est et dans les Balkans, ou les crises pas si loin de nous dans le tiers-monde (au Moyen-Orient et en Afrique du Nord) qui risquent de s'étendre à l'Europe. Sans parler, bien sûr, du sempiternel

problème de la sécurité européenne que l'unification de l'Allemagne a ravivé dans l'esprit de bon nombre des voisins de l'ancienne Prusse : dans quelle mesure une Allemagne puissante pourrait-elle remettre en question, une fois de plus, la stabilité européenne ?

La capacité de l'Europe à régler ces problèmes dépendrait en particulier de l'organisation que l'on pourra mettre sur pied pour faire face aux nouvelles menaces aussi efficacement que l'a fait l'Alliance atlantique avec les anciennes. Nous n'avons aujourd'hui qu'un nombre limité d'options, mais aucune ne répond tout à fait aux exigences.

LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION en Europe (CSCE) semble être la tribune la plus propice à la négociation d'un cadre qui engloberait l'Est et l'Ouest de l'Europe. Presque tous les pays européens y participent, plus l'Union soviétique, les États-Unis et le Canada. Toutefois, elle reste une conférence internationale traditionnelle : un État, une voix, et aucun accord ni action commune n'est possible à moins d'un consensus total entre tous les pays présents. Par conséquent, la CSCE s'apparente en quelque sorte aux Nations-Unies sans Conseil de sécurité, sans Secrétaire général, voire sans secrétariat. Même s'il est de plus en plus admis qu'il faudrait renforcer l'organisation de la CSCE (en fixant, par exemple, des réunions régulières entre les ministres des Affaires extérieures, en créant un centre de gestion des crises ou en fondant une organisation pour la vérification des accords de limitation des armements), cette conférence reste essentiellement un cadre de négociation, de communication et de dialogue, et non un endroit où l'on peut décider d'une action commune en cas de crise. C'est pourquoi la perspective de voir un jour les deux alliances actuelles réunies sous son égide relève encore davantage de l'utopie que de la réalité.

Pourrait-on ne compter que sur les deux alliances qui, d'une part, répondraient aux besoins de sécurité de leurs membres respectifs et, d'autre part, uniraient leurs efforts en matière de limitation des armements et de coopération en cas de crise ? Ici encore, la réponse est négative, pour la simple raison que le Pacte de Varsovie a cessé, à toutes fins pratiques, de fonctionner harmonieusement. En fait, l'OTAN est aujourd'hui la dernière structure de sécurité encore opérationnelle en Europe.

Il ne faut pas croire non plus que la disparition du Pacte de Varsovie suppose également celle de